



Né en 1902 à Lodz, Israël Cendorf, imprimeur, commence à écrire des chants révolutionnaires dès 16 ans. En 1933, il émigre à Paris et collabore dès sa parution à la *Naïe presse*, milite à la Kultur Ligue et au Club ouvrier de Belleville. Il est arrêté le 14 mai 1941 et interné à Pithiviers où il participe au mouvement de résistance et compose de nombreux chants pour les détenus dont le célèbre hymne de Pithiviers. Déporté à Auschwitz en mai 1942, il ne reviendra pas.

Extrait du chant de Pithiviers

*Notre courage n'est pas brisé,
La vie est magnifique.
On entend déjà au loin la victoire
Qui triomphera de tout ce qui est mauvais*

*Elle a déjà trop duré cette histoire
De haine entre chrétiens et juifs,
Voici venir des temps inattendus,
Dehors les champs fleurissent pour tous
Regarde le monde...*

EDITORIAL

RÉSISTANCE

L'année 1941 ne fut pas la première année de résistance mais ce fut celle de la Résistance. Au combat politique, à la solidarité, s'ajouta la lutte armée. La guerre avait pris un nouveau visage après l'agression hitlérienne contre l'Union soviétique. Sur les ondes de Moscou, en yiddish, les Résistants juifs de la MOI, purent non seulement entendre le célèbre appel du Comité des intellectuels juifs antifascistes du 24 août 1941 qu'*Unzer Wort*, le journal clandestin qui remplace la *Naïe Presse* interdite, publiera aussitôt. Ils seront ainsi informés par

les camarades soviétiques des massacres que les Allemands commettent dès les premiers jours de l'opération Barbarossa en Biélorussie, en Lituanie, en Lettonie et en Ukraine. Dès lors, on ne peut plus affirmer qu'on ne sait pas, qu'on ne savait pas. *Unzer Wort* sera la première publication à révéler en France l'existence de camions à gaz... Mais l'année 1941 est aussi celle de la répression : les premières arrestations d'hommes juifs, les internements à Pithiviers, Beaune-la-Rolande, les premiers fusillés... L'histoire, que MRJ-MOI s'emploie à

faire partager reste une leçon. Comme nous l'écrivons dans le préambule de nos statuts, le devoir de mémoire ne s'impose pas seulement pour les victimes, il s'impose pour les vivants. En ces temps où l'on voit au sommet de l'État des personnalités faire des déclarations plus que douteuses et prendre des mesures contre les étrangers, la Résistance est aussi un devoir.

Bernard Frederick
Président de MRJ-MOI

NOS ACTIVITES

Dans le cadre de la Fête des associations juives, le dimanche 26 juin 2011, MRJ-MOI a tenu un stand et a pu ainsi discuter avec un certain nombre de participants et leur présenter le futur *Espace Mémoire des résistants juifs de la M.O.I.*

Réalisation d'une publication de présentation de l'*Espace mémoire du 14.*

IL NOUS A QUITTÉ

Daniel Klapisz est décédé brutalement un dimanche de mars, juste avant d'animer à nouveau avec son talent habituel la soirée Witz de l'AACCE. Une dernière blague de Daniel au goût amer.

HISTOIRE

Les étrangers dans la Résistance

Exposition, film et débat à Varennes-Vauzelles*

Invité par le Musée de la Résistance de Varennes-Vauzelles et son association d'amis, Max Weinstein, vice-président MRJ-MOI et ancien Résistant de l'UJJ (Union de la jeunesse juive) zone sud à Lyon a eu l'opportunité, lors d'un débat le 2 septembre dernier, d'évoquer un volet quelque peu méconnu de la Résistance en France, celle de la branche juive de la MOI (Main d'œuvre ouvrière immigrée) dont voici le compte-rendu.

La municipalité de Varennes-Vauzelles, mène un travail de mémoire en partenariat avec son Musée de la Résistance. Chaque année se tient la Fête de la Libération qui témoigne de l'action de

la résistance nivernaise. Cette année, parallèlement à une exposition sur les étrangers dans la Résistance dans le hall de la mairie s'est déroulée une projection de "*L'armée du crime*" de Robert

Guédiguian suivie d'un débat animé par Max Weinstein.

Cette rencontre a permis d'éclairer les nombreux participants sur le rôle très important de la branche juive de la MOI dans la Résistance.

Ci-dessous des éléments du débat.

Après la Guerre de 1914-18

La France ouvre ses frontières aux travailleurs étrangers qui affluent de toute l'Europe. Souvent syndiqués et politisés, le Parti Communiste en regroupe un grand nombre, et crée au début des années 20, la MOE (Main d'œuvre étrangère) devenue quelques années plus tard la MOI (Main d'œuvre immigrée). Pour des raisons d'efficacité, la MOI est organisée en "groupes de langues", italien, espagnol, grec, arménien, hongrois, le roumain... et le groupe juif, composé de militants de langue yiddish. La branche juive de la MOI a développé un important réseau rassemblant les individus isolés et les familles et perpétuant les traditions ancestrales : cantines et dispensaires, troupes de théâtre et chorales, groupes sportifs du Yask (Yidishe Arbeiter Sport Klub)... Des sections syndicales rattachées à la CGT étaient reliées entre elles par une Commission intersyndicale juive.

Enfin, un grand quotidien de langue yiddish, *Naië Presse* (Presse nouvelle) a tiré jusqu'à 400 000 exemplaires et a été diffusé dans toute l'Europe. Son héritier spirituel aujourd'hui est le mensuel en français *Presse nouvelle* – magazine, édité par l'UJRE (Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide).

La Seconde Guerre Mondiale

La MOI dispose de dirigeants expérimentés et de combattants aguerris (anciens des Brigades Internationales en Espagne) et de structures nées dans les communautés. Fin 1939, le mouvement *Solidarité* assure à Paris la relève de la branche juive de la MOI dissoute par le gouvernement français en septembre en même temps que le PCF. En zone sud, ce même mouvement prend le nom de *Secours populaire* avant de porter ensuite le nom de *Solidarité*. *Solidarité* alerte les juifs immigrés, organise l'aide aux familles, gère cantines et dispensaires, collecte des fonds et des fournitures ou du matériel indispensable à la vie quotidienne. Des journaux clandestins, en yiddish et en français circulent (à partir de 1942, ils seront édités par l'ensemble des organisations unifiées).

En 1942, les dirigeants de la branche juive de la MOI, dont la direction nationale s'est installée à Lyon, décident la création d'un certain nombre d'organisations destinées à recevoir tous les juifs quelles que soient leurs opinions. Ainsi sont fondées l'UJRE, organisation-mère, et ses Groupes de Combat, l'UFJ (Union des Femmes Juives chargée en particulier du sauvetage des enfants), une organisation de jeunesse, l'UJJ (Union de la Jeunesse juive) et ses groupes de combat ainsi que le MCR, devenu rapidement MNCR (Mouvement national contre le Racisme). Des groupes de résistance de l'UJRE, de l'UJJ et de l'UFJ sont ainsi

créés dans la plupart des villes de la zone Sud : Lyon et sa banlieue, Grenoble, Megève, Toulouse, Limoges, Marseille et Nice et d'autres lieux. Dès l'entrée des armées nazies et l'armistice négocié par Pétain, de nombreux jeunes Juifs se lancent dans l'action contre l'occupant et payent le prix fort. Tous les "groupes de langue" de la MOI donnent à la Résistance française nombre de combattants.

Paris est aujourd'hui parsemé de ces plaques où l'on distingue les noms de ces jeunes héros, Juifs et non juifs, morts pour avoir lutté contre l'oppression nazie. Parmi ceux de l'Affiche rouge, fusillés le 21 février au mont Valérien, plus de la moitié largement était des Juifs.

Ainsi s'avère fausse l'idée souvent véhiculée selon laquelle les Juifs s'étaient tous laissés mener à l'abattoir nazi. Il convient de faire connaître cette tranche d'histoire, partie prenante de cette magnifique page d'histoire de la Résistance dans son ensemble. C'est le but principal de l'*Espace Mémoire des résistants juifs de la MOI*, en cours de réalisation au 14 rue de Paradis Paris 10^{ème}, siège d'organisations juives progressistes nées avant guerre ayant activement participé à la Résistance française comme l'UJRE.

**Varennes-Vauzelles est une commune de 10.000 habitants, située dans la proche banlieue de Nevers. Ville active, elle possède son propre musée de la Résistance ouvert en 1988. On peut y voir documents et objets qui témoignent de ce que fut l'activité de la Résistance nivernaise.*

Résister dans les camps d'internement de Pithiviers et de Beaune-la-Rolande

En mai dernier, comme chaque année, une cérémonie s'est tenue à Beaune-la-Rolande et à Pithiviers pour commémorer la "Rafle dite du Billet Vert" du 14 mai 1941 qui rassembla 3710 hommes Juifs étrangers sur les 6 500 convoqués. Après un an d'internement, les internés sont massivement déportés à Auschwitz par les convois 2,4,5 et 6. Peu sont revenus. En collaboration avec les historiens du Cercil, Benoit Verny, Nathalie Grenon et Catherine Thion, Jean-Marie Plouchard a réalisé un documentaire *Illusions perdues 1941-1942, Fragments d'une vie en sursis* (Injam Production et DVD à 14€) qui présente à partir de témoignages de quelques rares rescapés et de leur famille, de paroles d'historiens et d'images d'archives, un autre regard sur les conditions de vie dans les deux camps.

MRJ-MOI a sollicité l'historien Benoit Verny sur le rôle qu'ont joué les formes de résistance à l'intérieur des deux camps. Il a bien voulu nous apporter son éclairage.

Résister à l'internement, c'est d'abord ne pas se laisser interner, puis s'évader.

Si les insoumissions à la convocation du billet vert sont nombreuses, les évasions sont très minoritaires et la plupart des internés n'échappent pas à la déporta-

tion un an plus tard. Comment, pendant cette durée ont-ils résisté, et quel concours ont-ils trouvé ? Le contexte de cette année d'internement est particulier. La période n'est pas encore celle du plein développement de la Résistance. Pour les organisations qui

interviennent alors, cette démarche relève de la "résistance humanitaire", c'est-à-dire du soutien matériel et moral aux persécutés, distincte de ce que les résistants appellent "l'action". En zone nord, l'action des associations humanitaires (comme par exemple la

Cimade, si active en zone sud) est impossible, du fait de l'occupation ; pratiquement, l'aide humanitaire relèverait des institutions officielles (Croix-Rouge, Secours national, etc), mais elles ne sont guère intéressées par l'aide à des victimes de la persécution d'Etat... Dans ces conditions, les seules forces à intervenir sont bien des organisations clandestines : *Solidarité* – organisation fondée en septembre 1940 pour s'occuper des tâches d'aide matérielle et morale aux immigrés juifs – ou semi-clandestines, le *Comité de la rue Amelot*, liées plus ou moins directement à la Résistance.

Il est frappant de constater que les organisations qui interviennent sont manifestement dépassées par les problèmes qui se posent à elles. On peut d'ailleurs faire le parallèle avec le même phénomène, mieux connu, à propos du choc provoqué en juillet 1942 par les rafles massives : surprise, massivité des effectifs à secourir, maigreur des structures clandestines mobilisables, désarmement devant la violence, absence de consignes adéquates de la part des mouvements de résistance. Cela ne s'explique pas par une indifférence à la persécution mais par le fait que le calendrier de la Shoah précède celui de la Résistance.

Les organisations de la mouvance communiste ont joué un rôle essentiel

Dans cette situation d'isolement tragique, est-ce parce que leur pratique de clandestinité les y prépare plus que les autres ? Parce que de nombreux adhérents de ces organisations se retrouvent eux-mêmes internés ? Ce qui est manifeste, en tout cas, c'est que, tant à Pithiviers qu'à Beaune-la-Rolande, des internés communistes ou communistes établissent dès qu'ils le peuvent les conditions d'une "résistance interne" : mise en place d'un réseau de chefs de baraques, débats sur les conduites à tenir, constitution de groupes spécialisés (jeunes, vie culturelle...), mainmise sur les postes techniques accessibles (cuisine, ateliers) puis même propagande clandestine ! La structuration du camp par les internés résistants est manifestement un succès, au moins partiel. Dans quel but ? On repère des actions collectives, comme les protestations contre la mauvaise nourriture, la solidarité avec des camarades réprimés, le

partage des ressources alimentaires avec les plus démunis. On peut penser que ces actions expliquent pourquoi le régime intérieur des camps peut connaître des moments de relatif assouplissement, à l'été 1941, puis pendant l'hiver 1941-1942. En revanche, le refus de travailler à l'extérieur, comme l'atermoiement au sujet des évasions, se révèlent contre-productifs.



Arrivée des déportés du billet vert à Pithiviers, le 14 mai 1941

source photo : Inconnu - crédit photo : D.R

Le soutien extérieur

Dans ce cadre il est précieux et passe essentiellement par l'intermédiaire des familles, surtout des femmes. Celles-ci s'efforcent d'abord d'assurer le maintien de liens. L'organisation *Solidarité* envoie, apparemment dès le 15 mai, des épouses et mères d'internés sur place. La présence de ces femmes autour du camp se révèle indispensable pour les internés. Elles viennent en visite, transmettent oralement des informations, envoient des lettres et des colis, installent autour du camp des lieux de passage de courrier clandestin, débattent de ce qu'il faut faire, et même agissent collectivement dès qu'elles le peuvent – jusqu'à même quelques essais de "manifestations" de style classique. Mais cette situation est évidemment un piège : que l'on songe qu'un an plus tard, elles tombent elles-mêmes sous la menace de déportation... Des témoignages racontent quelques-uns de ces faits de résistance, à la fois si isolés, si risqués et si indispensables – deux caractéristiques en sont frappantes : la fragilité des résultats (arriver à déposer dans le camp des exemplaires de journaux résistants), et les risques

considérables qu'il faut encourir pour y parvenir.

L'évasion

C'est la forme de résistance efficace, pour les internés. Plus de 700 évasions ont lieu en 1941 et 1943 des camps d'internement du Loiret. Ce chiffre est à comparer aux 15 000 internements de juifs dans ces camps. Nous les connaissons très mal. Il en est de rares

réécits individuels d'autant plus rares que beaucoup des évadés sont morts pendant la suite de l'occupation, de par la persécution ou au combat résistant. Quelques archives montrent comment fonctionnaires et gendarmes s'efforcent de les empêcher ; les témoignages des familles d'internés permettent d'en approcher le contexte. De ce maigre corpus, on retire l'impression que les scénarios d'évasion sont individuels : nous ne percevons pas, en l'état actuel des connaissances, de réseau spécialisé dans l'évasion depuis Beaune et Pithiviers. Cependant, la population locale ne semble pas avoir été hostile aux internés ce qui a sans doute favorisé les centaines d'évasion et l'existence de filières de courrier clandestin.

On peut d'ailleurs comparer avec ce que révèlent les archives préfectorales d'un tel réseau organisé beaucoup plus tard, en 1944. Il existe alors une véritable filière : vêtements, ravitaillement, abris chez des sympathisants le long de routes secondaires remontant vers Paris, faux papiers. A l'inverse, ce que nous connaissons des évasions dans la première année de l'internement, est d'initiatives et de réalisations individuelles – peut-être à une exception près. Pourtant, il existe très tôt des contacts entre la résistance extérieure et, à l'intérieur des camps, ceux qui s'efforcent de structurer une résistance interne. Pour comprendre ce problème, il faut d'abord tenir compte de la difficulté matérielle des évasions. Du 14 mai au 15 juillet 1941, les possibilités d'échapper aux gendarmes sont réelles, c'est à cette époque qu'ont lieu la plupart d'entre elles. Mais les organisations de Résistance présentes dans et autour du camp ne choisissent pas d'en faire leur priorité.

Ces organisations sont, avant tout, de la mouvance communiste, des organisations sectorielles (jeunes, femmes, MOI, équipes de presse...), dont la plus active est *Solidarité*. Elles sont, comme toute la résistance, prises au dépourvu par l'internement massif. En témoigne l'absence de réponse structurée à la convocation du billet vert du 13 mai : faut-il s'y rendre ou pas ? 40% des convoqués n'y vont pas. On peut trouver deux explications : la convocation n'a pas trouvé son destinataire – illustration de la déstabilisation profonde que la persécution va imposer aux Juifs de France, mais aussi la méfiance. Les organisations sont en retard sur le calendrier de la persécution mais aussi sur les réactions des masses. Cela peut s'analyser en rapport avec la chronologie.

En mai 1941, où en est la Résistance ?

En particulier, où en est la Résistance de la mouvance communiste ? On trouve la réponse très claire à cette question dans les mémoires des anciens résistants. Par exemple, le livre de Simon Cukier, Dominique Decèze, David Diamant et Michel Gronowski – *Juifs révolutionnaires*, Messidor/Éditions

sociales, 1987 – dans son chapitre 2 pose clairement deux étapes : Les premières persécutions – de septembre 1940 à mai 1941, puis *le choix de la lutte armée*, du 22 juin à août 1941. Pendant un mois et demi, la résistance à la persécution relève de ce qu'on appellera à partir des années 1980, la *résistance humanitaire* – et c'est d'ailleurs pourquoi *Solidarité* correspond bien à cette nouvelle tâche. La question à se poser est alors celle de la place qu'occupe une telle résistance dans les priorités d'action – et la réponse est assez claire : la mouvance communiste est alors en train de vivre ce virage qui l'amène à appeler à *la lutte pour l'indépendance nationale* (première mention dans *l'Humanité* clandestine n° 112, du 8 mai 1941).

Mon hypothèse est ici que la reconstruction politique est si difficile qu'elle accapare les ressources organisationnelles (humaines, matérielles) – or les filières d'évasion sont dévoreuses en ressources ; si elles sont efficaces, les évadés doivent plonger dans la clandestinité. A partir du 22 juin, ce passage au second plan des évasions est encore plus évident : l'objectif premier devient la lutte armée, vers laquelle tendent le

plus d'efforts possible. Dès lors, les évasions ne sont toujours pas prioritaires. C'est ce que confirme, d'ailleurs, l'ancien résistant Jacques Ravine (*La résistance organisée des juifs en France (1940-1944)*, Julliard, 1973), quand il écrit : "En été 1941, l'organisation du camp [de Pithiviers] organisa l'évasion de trente jeunes internés qui avaient demandé à rejoindre les partisans". C'est le seul indice que nous connaissons d'une évasion ample et organisée, et elle est soumise à l'objectif de lutte armée. Dans ce que nous percevons des débats des internés (entre eux, avec leurs familles et avec ceux qui les aident de l'extérieur), c'est le début des déportations (donc mars 1942) qui marque la rupture chronologique. L'évasion devient l'objectif essentiel mais pour les camps du Loiret, tragiquement, il est trop tard. En deux phases (fin de l'été 1941 et mars 1942), le régime intérieur des camps s'est considérablement durci (les autorités vichystes acceptent les pressions de l'occupant) et les évasions tombent au rythme moyen de 1 ou 2 par mois.

Benoit Verny
Historien

SI VOUS AVEZ DES DOCUMENTS RELATIFS A LA RÉSISTANCE JUIVE DE LA MOI

Prenez contact avec MRJ-MOI soit par mail soit par courrier.

MRJ-MOI (Mémoire des Résistants Juifs de la MOI) fondée en 2005 avec le soutien de l'UJRE (Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide) et de l'ACE (Association des amis de la Commission Centrale de l'Enfance) et de l'UJJ (Union de la Jeunesse Juive) a pour objectif la réalisation d'un Espace mémoire dédié aux Résistants Juifs de la MOI (main d'œuvre immigrée).

Cet espace situé au 14 rue de Paradis à Paris 10^{ème} est en cours de réalisation et doit permettre à un large public de découvrir cette page de l'histoire sur place ou par des banques de données sur des lieux d'archivage.

ETAT DE LA SOUSCRIPTION ET DES TRAVAUX

Trois mois pour le 14

Les trois prochains mois seront cruciaux pour la réalisation de l'*Espace mémoire du 14* rue de Paradis. L'objectif fixé à la souscription est de 40 000 euros – une somme absolument nécessaire pour notre contribution personnelle au financement des travaux d'aménagement de l'ancienne imprimerie de la *Naïe Presse*, au sous-sol du bâtiment "B".

Or, le dernier pointage fait apparaître qu'il nous manque encore 10 000 euros. D'ici la fin décembre, il nous faut les recueillir. Chères lectrices et chers lecteurs, pour beaucoup, vous avez déjà fait preuve d'une grande générosité, d'un engagement admirable. Vous avez de la famille, des amis, des connaissances qui peuvent nous aider : n'hésitez pas à leur proposer de contribuer à la réalisation de ce projet unique et nécessaire que sera l'Espace mémoire des Résistants Juifs de la MOI.

Nous continuons bien entendu nos démarches en vue d'obtenir des subventions. Une bonne nouvelle nous est parvenue durant l'été : la Fondation pour la Mémoire de la Shoah nous a attribué une subvention de 35 000 euros. Qu'elle en soit ici remerciée du plus profond de nos cœurs. Mais nous sommes encore loin du compte et si nous voulons, comme nous le souhaitons, inaugurer notre Espace en 2012, il nous faut redoubler d'efforts. C'est pourquoi, une nouvelle fois nous nous tournons vers vous : vous avez déjà participé à la souscription, essayez de chercher de nouveaux soutiens autour de vous ! Vous n'avez pas encore souscrit, n'attendez plus. Chaque euro compte !

Le bureau de MRJ-MOI

MRJ-MOI, 14 rue de Paradis 75010 Paris
site : www.mrj-moi.com - mail : mrj-moi@orange.fr